

Convention de reversement des crédits permettant de financer le contrat doctoral d'un élève normalien

Entre

- **L'École normale supérieure**

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

45 rue d'Ulm

75005 PARIS

SIRET : 197 534 597 000 12

Réprésentée par Monsieur Marc MEZARD, directeur

Et

- **Université Lumière Lyon 2,**

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

18, Quai Claude Bernard

69365 LYON Cedex 07

SIRET : 196 917 751 000 14

Réprésenté par Madame Nathalie DOMPNIER, présidente

Ci dénommées « les parties »,

Vu le code de la recherche, notamment son article L. 412-2 ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 612-7 ;

Vu le décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 modifié relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche modifié ;

Vu le décret n°2013-1140 du 9 décembre 2013 relatif à l'École normale supérieure ;

Vu l'arrêté du 25 mai 2016 modifié fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat ;

Vu l'arrêté du 29 août 2016 fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel ;

Vu la convention cadre relative aux contrats doctoraux fléchés pour des étudiants issus des écoles normales supérieures ou de l'École Polytechnique ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation attribue à l'École normale supérieure les crédits de masse salariale permettant de financer des contrats doctoraux réservés à des doctorants issus de son école.

En fonction des résultats d'attribution de la commission annuelle, l'École normale supérieure établit des conventions de reversement de crédits auprès de chaque établissement d'inscription en doctorat des étudiants retenus par cette commission afin de financer leur contrat doctoral.

Chaque établissement d'inscription concerné établit un contrat doctoral, contrat de travail à durée déterminée de 3 ans, avec chaque étudiant concerné, et à ce titre assume toutes les responsabilités liées à sa qualité d'employeur.

Article 1

Mme Célia JESUPRET est recrutée en qualité de doctorante contractuelle à l'université Lumière Lyon 2. La présente convention définit les modalités de reversement des crédits permettant de financer son contrat doctoral pour la période du 1^{er} septembre 2017 au 31 août 2020.

Article 2

L'École normale supérieure s'engage, sur présentation de factures de l'université Lumière Lyon 2, à reverser le montant subventionné par le ministère soit 2272 € par mois (coût chargé), pour une période de 36 mois.

Les sommes dues pourront être versées selon l'échéancier suivant :

- 9.091€ soit l'équivalent de quatre mois au moment de la signature de la présente convention en septembre 2017
- 27.272€ au premier trimestre 2018
- 27.272€ au premier trimestre 2019
- 18.181€ au premier trimestre 2020 soit l'équivalent de huit mois de salaires.

L'École normale supérieure se libèrera des sommes dues auprès de :

| Relevé d'Identité Bancaire | | | |
|----------------------------|---|-------------|---------|
| N° SIRET | 196 917 751 000 14 | | |
| Titulaire du compte | Agent comptable de l'établissement | | |
| Domiciliation | TRESORERIE GENERALE DU RHONE 3, rue de la Charité 69268 LYON Cedex 02 | | |
| Code banque | Code guichet | N° compte | Clé RIB |
| 10071 | 69000 | 00001004332 | 66 |

Article 3

Les éventuelles césures ou interruptions prévues par la réglementation liées au contrat doctoral ne sont pas prises en compte dans le présent dispositif de reversement des crédits.

Article 4

En cas de cessation avant terme du contrat doctoral établi au profit de Mme Célia JESUPRET, l'université Lumière Lyon 2 en informe l'École normale supérieure et un avenant à la présente convention est conclu afin d'interrompre le versement à la date d'interruption et de procéder au remboursement d'éventuels trop perçus.

Article 5

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforcent de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les parties soumettent le litige au tribunal administratif de Lyon.

Fait en deux exemplaires,

A Lyon, le

ENS de Paris
Le directeur

Université Lumière Lyon 2
La présidente

M. Marc MEZARD

Mme Nathalie DOMPNIER